

V N Propriété de l'Etat

LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE

LE N° : 0 fr. 50
10 NOVEMBRE 1935
MENSUEL — N° 2

DIRECTION :
MARCEAU PIVERT
42, rue de Dantzig, PARIS (15°)
REDACTION :
René LEFEUVRE
23, rue Mouffetard, PARIS (5°)
SECRETARIAT ADMINISTRATIF
DU GROUPE : FLOUTARD
5, villa Marguerite,
à Issy-les-Moulineaux (Seine)
Tél. : Michaud 08-34
TRESORIER GENERAL :
JAQUIER
74, rue de Verdun (Groupe B),
à Bagnoux (Seine)
C. C. Postal 1273-07 PARIS
Abonnements : 10 numéros, 5 fr.
— : 20 numéros, 10 fr.

MOTION POUR LE CONSEIL NATIONAL

Le capitalisme ne peut plus maîtriser ses contradictions. Pour prolonger son existence, il a besoin d'un Etat autoritaire installé sur les ruines de la démocratie bourgeoise.

Si les partis ouvriers se contentent de défendre un système politique fortement dégradé, ils ne montreront pas d'issue aux masses souffrantes et la démagogie fasciste aura tôt fait de les identifier à la dé-

mocratie bourgeoise et de conquérir ainsi de larges couches désespérées.

Ainsi, le dilemme est posé :

**OU DICTATURE AUTORITAIRE DU GRAND CAPITAL
OU DICTATURE DE CLASSE DU PROLETARIAT.**

reflet des contradictions impérialistes. Il détermine avant tout sa politique autonome en fonction des seuls intérêts du prolétariat.

Le Parti socialiste refuse par avance l'idée de s'engager à la suite de sa bourgeoisie dans un conflit armé, quel qu'en soit le prétexte ou l'occasion. Le prolétariat n'a en effet à défendre que ses intérêts de classe — qui sont par définition, en contradiction avec ceux de la bourgeoisie — et ses libertés qu'il anéantirait s'il en confiait la défense à l'état-major fasciste.

En conséquence, le Parti socialiste emploiera contre toute guerre tous les moyens, y compris la grève générale et l'insurrection. Il profitera, en dernière ressource, du choc psychologique causé par la mobilisation, qui deviendrait ainsi le signal de la Révolution.

Si la guerre éclatait néanmoins, il utiliserait les difficultés de l'Etat capitaliste pour la transformer en guerre de classe révolutionnaire. La défaite de chaque bourgeoisie doit être le levier de la victoire pour la Révolution prolétarienne : la Révolution russe elle-même ne peut être défendue par la victoire de l'état-major français. Seule, la Révolution en France sauvera la Révolution russe.

POUR LA GUERRE DE L'IMPERIALISME FRANÇAIS ET DE SON ETAT-MAJOR FASCISTE : « PAS UN HOMME, PAS UN SOU ».

I. LES TACHES DU PARTI

(ordre du jour du Conseil National)

1° Le Front Populaire et la lutte contre le fascisme

Le Front Populaire est le rassemblement de tous ceux qui veulent défendre leur pain, leurs libertés, la paix. Le Parti doit en être l'animateur. Il ne saurait cependant accepter que ce mouvement se borne à renflouer des politiciens déconsidérés, et que sa seule issue soit la constitution d'un gouvernement de collaboration de classes, qui, incapable d'attaquer le grand capitalisme dans son armature, jetterait les victimes du régime dans le fascisme. Par des mots d'ordres clairs et précis le Parti entrainera les masses groupées dans le Front populaire dans l'action directe contre le fascisme et, au besoin, contre toute tentative de sabotage des promesses faites par les responsables du Front Populaire. Ainsi doit se constituer :

UN VERITABLE FRONT POPULAIRE DE COMBAT ANTICAPITALISTE.

2° Les comités populaires de masses

Face à la dégénérescence de la démocratie bourgeoise, à la complicité du pouvoir avec les fascistes, à l'asservissement du Parlement, à la corruption du régime, le Parti doit propager le mot d'ordre :

Création d'organismes démocratiques du pouvoir populaire à côté du pouvoir officiel : Comités populaires élus par les masses travailleuses dans les entreprises, quartiers et villages, réunion de leurs délégués en Etats Généraux des masses travailleuses. Il serait naturellement contradictoire avec cette politique que le Parti interdise à ses membres de travailler au sein des organisations de masses.

SEULE L'UNION DES TRAVAILLEURS FERA LA REVOLUTION.

3° Les milices Populaires

Pour appuyer ce mouvement ou maîtriser toute tentative de putsch fasciste, le Parti constituera ses Milices Populaires dotées de tous les moyens d'action nécessaires à la lutte directe contre les bandes armées du grand capital. Encadrées par des militants du Parti spécialisés dans l'auto-défense active (T.P. P.S.), ces milices se recruteront dans de larges couches populaires et calculeront d'après leurs forces et sous le contrôle politique des Fédérations, des répliques impitoyables aux opérations des Ligues fascistes.

A LA VIOLENCE REACTIONNAIRE IL FAUT OPPOSER LA PUISSANCE PROLETARIENNE.

4° Les Jeunesses Socialistes

Dans la période actuelle, la Jeunesse ouvrière est un des facteurs décisifs de la Révolution. Le Parti réglera ses rapports avec son mouvement des Jeunesses sur le Plan de la collaboration la plus libérale et non de la subordination bureaucratique.

Les statuts seront révisés dans ce sens, après consultation des J. S., de manière à organiser les jeunes travailleurs de 15 à 25 ans et à transférer à la Commission Nationale des Conflits le droit d'exclusion attribué actuellement au C.N.M.

A JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE, STATUT REVOLUTIONNAIRE.

5° La lutte contre la guerre

La guerre menace. Elle est déjà une réalité en Ethiopie. Le Parti socialiste se refuse à subordonner sa politique internationale aux hésitations de la S.D.N.,

6° L'Unité Organique

Ces tâches ne seront effectivement remplies que si le prolétariat achève à bref délai son effort d'unification totale. En saluant avec joie l'unité syndicale, le Parti s'engage à lever les derniers obstacles devant l'Unité politique.

Pourtant, celle-ci, à elle seule, ne saurait constituer une garantie de la victoire ; mais en unifiant les différents courants de la classe ouvrière, en attirant des milliers de travailleurs inorganisés, l'unité, pourvu qu'elle soit basée sur la démocratie intérieure la plus large, accroîtra la combativité des masses et assurera le redressement révolutionnaire du prolétariat.

C'est dans cet esprit que sont rapportées les exclusions prononcées contre les camarades des Jeunesses socialistes de la Seine et contre les camarades du groupe bolchevik-léniniste, avec lesquels l'im-

mense majorité du Parti peut avoir de sérieuses divergences de vue et dont elle condamne les procédés de polémique, mais dont le dévouement à la cause révolutionnaire ne peut être mis en doute.

En vue de hâter l'unité organique et tout en poursuivant sa propagande propre, le Parti invite ses sections à organiser des réunions communes avec les rayons communistes. Ainsi les adhérents des deux partis détermineront eux-mêmes, au cours de discussions fraternelles les meilleures voies de l'Unité

organique et accéléreront les négociations de leurs mandataires.

POUR L'UNITE ORGANIQUE TOTALE : AUCUNE CONDITION POLITIQUE

une seule condition formelle :

LA DEMOCRATIE INTERIEURE LA PLUS STRICTE.

II. La situation stratégique de la région Parisienne et les tâches propres de la Fédération de la Seine

(ORDRE DU JOUR DU CONGRES FEDERAL)

Dans la bataille qui va s'engager, le rôle du prolétariat de la région parisienne peut être de premier plan. L'existence, sur le territoire de la Seine, des postes de commandement du fascisme et du grand capitalisme, le plan dressé par l'ennemi contre la banlieue rouge, contre les chefs, les locaux et les journaux du mouvement ouvrier, imposent à la Fédération de la Seine du Parti socialiste une particulière vigilance.

De son esprit d'initiative ou de passivité peut dépendre à certaines heures l'orientation des événements.

La Fédération est persuadée que le Parti comprendra les exigences d'une telle situation et qu'il ne considérera pas comme des fautes contre la discipline des décisions commandées par la connaissance du prolétariat parisien et la conscience des responsabilités particulièrement lourdes qui lui incombent.

LA FEDERATION ENTEND SERVIR AVEC LE MAXIMUM DE DEVOUEMENT ET D'ACTIVITE LE PARTI, L'UNITE, LA CLASSE OUVRIERE ET LA REVOLUTION.

Ce qui implique :

Le développement incessant de la propagande et de l'agitation par tous les moyens, y compris la publication d'une feuille périodique de masse.

Le rétablissement immédiat de l'activité normale de l'Entente des Jeunesses dont un congrès déterminera les vœux et les aspirations. La propagande extérieure contre la guerre étant réglée par les décisions de la Conférence de Lille et celle du C.N.M. (6-13 octobre).

Le renforcement rapide des T.P.P.S. comme cadres des milices avec intégration dans le réseau régional d'auto-défense active de toutes les formations de cet ordre jusqu'à présent autonomes.

La mise au point urgente en accord avec les municipalités ouvrières et les syndicats d'un système d'alerte et de mobilisation des masses contre le fascisme dans toute la région parisienne.

La réplique aux fascistes toutes les fois que le rapport des forces permettra d'entreprendre une contre-attaque victorieuse.

Conclusion

EN TEMPS DE PAIX COMME EN TEMPS DE GUERRE. UN SEUL MOT D'ORDRE

POUR LES MASSES TRAVAILLEUSES : OFFENSIVE ANTICAPITALISTE.

UNE SEULE VOIE :

ACTION DIRECTE REVOLUTIONNAIRE.

Signé :

MARCEAU PIVERT, F. CHABRIER, MALLARTE,
BEAUREPAIRE, G. FLOUTARD, MOULY, J. ENOCK
GOLDSCHILD, titulaires ; GRAVIER, CANNET,
suppléants.

■ ■ ■

RAPPORT DU COMITE FEDERAL MIXTE

Le Congrès fédéral repousse le rapport du comité fédéral mixte.

Signé :

MARCEAU PIVERT, F. CHABRIER, MALLARTE,
BEAUREPAIRE, MOULY, J. ENOCK, GOLDSCHILD,
titulaires ; GRAVIER, CANNET, suppléants.

■ ■ ■

RAPPORT SUR L'AUTO-DEFENSE

Le Congrès fédéral adopte sans aucune addition le rapport du secrétaire à l'auto-défense.

Signé :

MARCEAU PIVERT, F. CHABRIER, MALLARTE,
BEAUREPAIRE, G. FLOUTARD, MOULY, J. ENOCK
GOLDSCHILD, titulaires ; GRAVIER, CANNET,
suppléants.

Le Congrès

Goldschild (Les Lilas) engage le débat. Il indique pourquoi la G. R. ne votera pas le rapport moral :

1° Parce que nous voulons un « Front Populaire » de combat et non une combinaison électorale où des personnalités ou des partis discrédités peuvent à nouveau faire figure de directeurs de conscience des masses ;

2° Nous estimons que les décisions de Lille ont été appliquées bureaucratiquement par la C. E. fédérale et que les fautes reprochées aux jeunes n'excusent pas les mesures d'exclusion ;

3° Sur le problème de la guerre, nous ne pouvons admettre les positions de Blum, de Zyromski et des principaux leaders du Parti. Le défaitisme révolutionnaire reste notre mot d'ordre.

Marret (Asnières) regrette que des questions politiques se transforment trop souvent en questions de personnes.

Il critique le manque de fermeté du bureau fédéral (cas Poggioli) et constate que si les communistes sont entrés en bloc dans le Front Populaire, certaines sections ont des réticences à adopter cette nouvelle tactique.

Il critique l'indiscipline des J. S., mais il reconnaît que le Parti n'ayant pas de politique définie sur certains problèmes, les J. S. ont adopté une politique propre pour leur organisation.

Dupont (Epinay) réclame du Parti une politique claire et émet le vœu que les J. S. se cantonnent dans un rôle éducatif.

Mallarte (4^e) fait la même observation sur l'absence de politique du Parti et regrette de ne pas voir une action de propagande spécifiquement socialiste dans la lutte contre la guerre.

Gépard (Kremlin) critique l'attitude du P. C. dans certaines localités (Kremlin-Vitry) et la position de la G. R.

Il met en garde « certains militants avertis » sur le danger que présente l'adhésion de G. Valois au Parti.

Enock (15^e) répond aux critiques de Marret en lisant deux extraits du premier numéro de la G. R. (notre position sur les exclusions et sur les articles injurieux de certains J. S.).

Zyromski propose de laisser parler les camarades B. L., exclus, mais de leur refuser le titre de délégués. Proposition acceptée.

Roussel, au nom des jeunes exclus défend la position de ceux-ci et pose le problème politique des exclusions.

Il estime impossible de confiner les jeunes dans une besogne d'éducation et affirme que c'est justement pour avoir appliqué leur politique dans les faits que des J. S. ont été exclus.

Dufour (Saint-Denis) pose les problèmes de notre participation au F. P., de la guerre et de la lutte contre le fascisme. Il conclut que sur tous ces points, il est difficile de donner une solution précise et définitive.

M. Pivert (15^e) défend son rapport sur l'auto-défense (intervention publiée à part).

Spinetta (15^e) affirme que jamais le défaitisme révolutionnaire n'a pu être la position de la S. F. I. O. critique l'action des jeunes et fait un appel à la « discipline du Parti ».

SEANCE DU DIMANCHE

C. Pivert « révèle » les principaux faits qui ont « permis » à la G. R. de se constituer. Critique les B. L. et les accuse de scissionnisme, fait un appel en faveur du rapport moral.

Joublot critique l'action des J. S. de la Seine au nom de la « discipline » du parti. Il indique que nous sommes obligés « d'avaler » certaines couleuvres si nous voulons rester dans le F. P.

Pour lui, les T. P. P. S. deviennent un organisme politique et il est difficile de répondre par oui et par non sur toutes les répliques aux actions des fascistes.

Modiano précise notre position sur l'unité : nous n'entendons pas poser de conditions politiques à la réalisation de l'unité, mais nous réclamons dans

Vie de la Gauche Révolutionnaire

Comité Directeur

COMITE DIRECTEUR extraordinaire, le 16 novembre, veille du Conseil National, à 20 h., 30, 85, rue Mademoiselle (15^e).

Réunion ouverte à tous les membres de la G. R. et du Conseil National.

Assemblée Générale

ASSEMBLEE GENERALE de la Gauche Révolutionnaire. (Seine et Seine-et-Oise), lundi 18 novembre 1935, à 21 heures, à la Mutualité. Tous les membres de la G. R. doivent assister à cette importante réunion.

Fédéral de la Seine

le parti unique une large démocratie intérieure.

Nous craignons que le F. P. déjà incapable de tenir ses engagements électoraux (élections sénatoriales) ne tienne pas plus ses engagements au gouvernement.

Il nous faut un F. P. de combat appuyé sur la masse et, pour nous, barrer la route au fascisme, c'est barrer la route aux autos des Croix de Feu.

Nous devons employer l'action directe et au besoin opposer notre force réelle aux parlementaires du F. P. en exigeant d'eux qu'ils tiennent toutes leurs promesses.

Beaurepaire demande à Zyromski quelles alliances il accepte et s'il compte faire la politique des municipalités dont les mandats sont déterminants dans la formation de sa majorité.

Pour lui, prisonnier de ses mandats, Zyromski ne pourra faire que la politique de ceux qui l'auront placé à la tête de la Fédération.

Nzville, au nom des B. L., préconise une action directe de classe et l'exclusion des chefs radicaux du F. P.

Il critique l'attitude du P. C., le rapport de Zyromski et le programme actuel du Front Populaire. Nous ne pourrions transformer cette masse électoraliste en masse de combat qu'en abandonnant les solutions des chefs et en laissant cette masse se déterminer elle-même.

Just (11^e) réclame une politique socialiste à l'intérieur du F. P. et la réforme du statut des J. S.

Castellove vient défendre la C. N. C. et les « statuts » du Parti.

Dufour vient déclarer que la Russie — patrie du socialisme — attaquée, les prolétaires français doivent la défendre par les armes.

Hirsch vient expliquer son attitude vis-à-vis des T. P. S. et faire un appel à la discipline.

Chabrier vient apporter notre position sur les problèmes fédéraux.

Si nous sommes solidaires de Zyromski dans la réalisation de l'unité d'action et la constitution du C. U. A. A., nous sommes en désaccord sur l'action antifasciste : nous n'acceptons pas la position défensive et la soumission trop souvent montrée aux ordres des communistes.

Il n'est pas question de quitter le F. P., mais nous voulons avoir le droit de critiquer les chefs radicaux (Elections sénatoriales, cas Dorot, manifestation du 14 juillet, nomination de M. Mazé, secrétaire de la délégation des gauches, compte rendu « Popu » sur le congrès radical).

Défense nationale : nous ne pouvons défendre notre démocratie et l'U. R. S.-S. par la guerre aux côtés de notre bourgeoisie. Seule la révolution peut renforcer l'Union soviétique.

Sur les exclusions : Rien ne permettrait à Blum de prendre position sur la D. N., donc il est difficile de critiquer les jeunes qui ont pris une position élaborée par leur base.

Le congrès et le C. N. M. ont pris position contre la D. N. sans l'autorisation du Parti.

Chabrier demande à Zyromski quelle politique il entend suivre, puisque sa majorité se trouve « faite » seulement avec les grosses sections (Suresnes, Puteaux, Boulogne), dont nous connaissons le désaccord avec lui.

Molinié critique la C. E. qui a suivi la politique des travaillistes ou celle des communistes et jamais celle élaborée par la Fédération.

Il insiste surtout sur la notion du défaitisme révolutionnaire et des relations internationales qu'il faut dès maintenant préparer pour faire triompher le défaitisme et la Révolution.

Farinet et Suzanne Buisson représentants de la motion « P. Faure-Séverac » critiquent le rapport à l'auto-défense, le défaitisme révolutionnaire, et font appel à la discipline du Parti.

Pour Farinet, la réplique envisagée par la C. E. sur le lieu même du rassemblement fasciste à la fête de Jeanne d'Arc, était une « imprudence » et une « faute ».

Marty-Capgras rappelle la série d'indisciplines des jeunes et défend son rapport du C.F.M.

Laurent et Balay réclament un soutien effectif des

T.P.P.S. et une action directe pour résister aux fascistes.

Zyromski rappelle que l'unité d'action a été obtenue grâce à l'action persévérante de la Fédération de la Seine.

Il énumère les succès remportés par la Fédération (adhérents, « Popu », arrêt du fascisme).

Il faut maintenant travailler à l'unité organique. Si un certain nombre d'événements ne s'étaient pas produits, le rapport moral était accepté unanimement. Mais nous ne voulons pas d'indiscipline, (Poggioli a été désavoué par le Bureau fédéral).

Il n'y a pas d'indiscipline de sections locales, et dans le conflit des jeunes nous ne pouvons prendre la position que Pivert a prise un peu... « légèrement ».

Zyromski défend la position de la C. E. dans ce conflit. Il considère que l'entente menait une politique extérieure, contraire à l'intérêt du Parti ; et comme la C. E. n'a pas obtenu de l'Entente des garanties à ce sujet, elle n'a pu qu'enregistrer les décisions de Lille.

Quant aux B. L., Zyromski considère qu'ils sont entrés dans le Parti comme un corps étranger et que celui-ci a le droit de « légitime défense ».

— Nous avons chassé les néos, je ne souhaite aucune exclusion pour personne, mais je veux la discipline pour tous.

Sur le F.P., il pense que le F.P. est un moyen d'accroître le rayonnement du parti à la condition que le Parti en soit un des animateurs.

Pour l'auto-défense :

— Je crois que nous n'arriverons pas légalement au pouvoir mais je n'accepte pas les formules de Pivert. Je pense que la réplique immédiate à toutes les attaques fascistes peut nous entraîner sur le terrain que les fascistes eux-mêmes auraient choisi.

La guerre :

— Le défaitisme révolutionnaire peut avoir des conséquences contre-révolutionnaires.

Les formules les plus révolutionnaires entraînent au moment de la guerre les plus grands reniements.

La résolution de Stuttgart prévoit l'utilisation de la guerre pour la conquête du pouvoir. Il faut arracher le pouvoir à la bourgeoisie au cours des difficultés créées par la guerre, mais pas forcément souhaiter la défaite de son pays.

Majorité de la Seine :

Zyromski déclare que la politique de la Fédération sera celle qu'il a préconisée et qu'il accepte toutes les voix qui se compteront sur cette politique.

Lagorgette défend l'action du C.N.M. ; critique celle des J.S. de la Seine et insiste sur le fait que personne ne lui a donné d'ordres pour exclure les jeunes.

Lalande (17^e) défend le travail et la politique des J. S. de la Seine. Constate que si la discipline n'est pas à « sens unique » les sanctions prennent cette direction.

Il rapporte quelques incidents du congrès de Lille.

Lagorgette avoue avoir dit à des camarades dans un moment « dramatique » :

« Je me demande si vous n'êtes pas des agents de la Sûreté générale. »

Lalande indique que si les jeunes n'ont pas signé individuellement une demande de réintégration, c'est pour éviter que l'on refuse de réintégrer certains d'entre eux jugés « indésirables ».

Il indique au congrès la proposition de la G.R. pour mettre fin au conflit.

Gaby et Bardin critiquent l'attitude du bureau fédéral.

M. Pivert (Nous publions à part son intervention). Rous vient apporter la défense des exclus et pose le problème politique des exclusions.

Etre réformiste, c'est, dans l'espérance utopique de conserver le régime actuel, aller de capitulations en capitulations mettre sa tête sous le couperet fasciste.

Tribune de Vigilance Démocratique au service du Parti

SIMPLES QUESTIONS :

On a reproché aux Jeunesses de la Seine de développer des mots d'ordre autres que ceux du Parti, c'est-à-dire de violer le statut des Jeunesses.

Mais voici que le C.N.M. vote à l'unanimité un ordre du jour « invitant tous les militants, tous les groupes, toutes les Ententes, à soutenir activement le boycott décidé par les organisations syndicales et à DEVELOPPER CONTRE NOTRE PROPRE IMPERIALISME le mot d'ordre suprême lancé par l'Exécutif de l'I.O.S. à nos frères italiens : LES ARMES MISES ENTRE LES MAINS DES PROLETAIRES DOIVENT ETRE TOURNEES CONTRE LE REGIME CAPITALISTE ».

Est-ce conforme à la politique du Parti ?

Alors, bravo pour l'Entente de la Seine, qui a eu le tort d'être un peu en avance.

Est-ce en désaccord avec la politique du Parti ?

Alors, où est le rappel à l'ordre ? Pourquoi deux poids et deux mesures ?

A moins que certaines résolutions ne soient considérées que comme « soupapes de sûreté », pour donner aux jeunes une satisfaction de façade... ?

Il faudra pourtant sortir de cette contradiction inextinguible.

Où, ou non, le C.N.M., composé exclusivement des représentants de la MAJORITE des Jeunesses a-t-il respecté le Statut des Jeunesses ??

POURQUOI le compte rendu de la séance du 13 octobre du Comité National mixte n'a-t-il pas encore été publié dans le « Populaire » ?

Quelles sont les difficultés ? Pourquoi les lecteurs du « Populaire » n'ont-ils pas le droit de connaître

la MOTION UNANIME votée par le C.N.M. contre notre propre impérialisme ?

POURQUOI le secrétariat du C.N.M. n'a-t-il pas publié le détail des votes des délégués à la Conférence de Lille ? Est-ce pour dissimuler certaines « infidélités » choquantes ?

Le « Cri des Jeunes » a publié un ordre du jour de la Fédération du Loir-et-Cher approuvant l'exclusion des Jeunesses de la Seine.

Le « Cri des Jeunes » publiera-t-il les ordres du jour condamnant l'exclusion des Jeunesses de la Seine ?

LETRE RESTEE SANS REPONSE

Cher camarade Paul Faure,

Considérant que le « Petit Parisien » du 4 octobre a publié un article contenant à l'égard des T.P.P. une suspicion calomnieuse intolérable.

Que le rédacteur de l'article a été informé, par un membre de la C.A.P.

En conformité avec le vœu légitime des responsables de l'auto-défense, et pour tenter de mettre fin aux manœuvres de discrédit contre ces camarades autant qu'aux indications fréquentes consécutives aux séances de la C.A.P.

Je demande que la Commission des Conflits de la C.A.P. ouvre une enquête sur les responsabilités encourues à l'occasion de cet article, le responsable devant être immédiatement déferé à la Commission des Conflits pour sanction.

Bien fraternellement,

Marceau PIVERT

8 octobre 1935.

AUTRICHE Opportunisme et lutte de classe

Au congrès fédéral de la Seine, Jean Langoum s'est penché sur la situation politique en Autriche. Il a été rejoint par les membres du parti communiste qui ont discuté de la situation en Autriche.

En 1930, le congrès fédéral... Les députés du parti communiste... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

LA PENTE FATALE

LA CATASTROPHE ALLEMANDE

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

TIRONS-EN LES LECONS

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

FRANCE : Faut-il lutter contre le fascisme ?

UN SINGULIER ARTICLE DE J.-B. SEVERAC par MARCEAU PIVERT

Le Congrès politique extraordinaire de la Seine... Les députés du parti communiste... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

En 1930, le congrès fédéral... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges... Le parti communiste a obtenu 100 sièges...

D. CILBERT.

fense active, dans un document approuvé le 1^{er} juillet par les deux bureaux fédéraux (Seine et Seine-et-Oise) (après accord de Zyrorski le 27 juin).

Sur ce chapitre, le document écrit s'exprime ainsi : « Toute initiative doit être contrôlée par le responsable politique à qui des rapports courts et précis doivent être transmis sur les incidents observés et les actions proposées avec objectifs et effectifs bien définis ». Et les divergences entre les responsables politiques étaient prévues. « Les congrès et les conseils fédéraux auraient à en connaître ».

C'est ce qui s'est passé à propos du 13 juillet. Mais pour bien faire comprendre le caractère de ces divergences et repousser l'argument qui nous a été opposé d'une contre-offensive « mécanique » ou « automatique », rellisons la conclusion de cette décision unanime :

Les bureaux fédéraux confirment le mandat de Marceau Pivert dans l'organisation de l'auto-défense, remercient les responsables T. P. P. S. de leur activité et de leur dévouement au Parti, comprennent leurs soucis à la veille de décisions graves, de ne rien faire qui soit en désaccord avec leur organisation politique et leur demandant d'entraîner par leur activité calculée, mesurée exactement au rapport des forces en présence, tout le Parti et toutes les forces antifascistes dans une auto-défense active que l'audace des adversaires rend chaque jour plus indispensable. »

Voilà les bases sur lesquelles sont organisés et travaillent nos T. P. P. S.

Et maintenant, lorsqu'ils lisent l'article de J.-B. Séverac, peut-on dire qu'ils sont autorisés à y voir une tentative de sabotage et de démoralisation ?

Nous ne relèverons pas la fin de l'article qui semble avoir pour conséquence d'établir une différenciation entre les militants « prolétariens »... et les autres. Nous aurions beau jeu pour retourner l'argument puisque les sections de Paris, où les préoccupations électorales ont moins d'importance qu'en banlieue sont à une grosse majorité d'accord avec nous. (Et leur recrutement purement ouvrier est facile à prouver.)

Mais nous voulons maintenant nous adresser au Parti pour qu'il apprécie, en effet, le péril qu'il court.

Il est déjà remarquable qu'au moment où l'on connaît l'activité et la puissance de l'ennemi, toute l'attention du secrétaire adjoint du Parti se concentre sur « le péril intérieur » que constitueraient les militants décidés à se battre contre les Croix de Feu.

Depuis Toulouse, le Parti est mobilisé ; les organisations d'auto-défense doivent être créées et coordonnées ; le travail de neutralisation des forces coercitives doit être poussé fébrilement. Qu'a fait le Bureau du Parti dans cette direction, en application des décisions de Congrès ? Où sont les initiatives qu'il a prises à ce sujet ?

On peut avoir le plus grand respect pour le talent oratoire de tel camarade, pour la culture socialiste raffinée de tel autre camarade et néanmoins en présence du danger qui se précise, avoir le droit de jeter un cri d'alarme, même au risque de n'être pas compris, même au risque de n'être pas entendu. C'EST CE CRI D'ALARME QUE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE JETTE AVEC FORCE. Pour briser l'attaque des hitlériens français ; pour éviter le sommeil mortel de Laval-Brüning, il faut autre chose que la politique des Wels et des Severing.

Et puisque le Bureau du Parti condamne plus ou moins explicitement :

- les actions directes de masse (comme la manifestation contre Schuschnigg à la gare de l'Est) ;
- les répliques contre les fascistes (comme les rencontres qui ont lieu chaque dimanche dans la région parisienne) ;
- l'utilisation des armes qu'emploient les fascistes contre nous... etc.

QUELLES SONT DONC SES SOLUTIONS ? QUE FAUT-IL FAIRE ? SUR QUI FAUT-IL COMPTER ? COMMENT FAUT-IL LUTTER ? Il ne suffit pas de dénoncer des périls imaginaires, d'interdire ceci ou cela ; de décourager ou de discréditer tel ou tel militant ; IL FAUT DIRIGER LE PARTI ET LE MENER AU COMBAT. IL FAUT SE BATTRE ET IL FAUT VAINCRE !

LA PAROLE EST A J.-B. SEVERAC...

MARCEAU PIVERT.

POUR L'UNITE ORGANIQUE

Pour répondre à certains reproches qui nous sont adressés, soit dans notre Parti, soit par le Parti Communiste, nous croyons utiles de reproduire un document publié par le « Populaire », le 17 MARS 1933.

On y retrouvera les bases de notre action depuis de longues années, en faveur de l'unité d'action loyale, de l'unité organique totale, des REUNIONS COMMUNES de militants ouvriers, et de l'action directe contre la vermine fasciste.

Ajoutons une précision : la 15^e section avait, en 1932, 138 mandats ; en 1933, 237 mandats ; en 1934, 280 mandats ; en 1935, 301 mandats ; ce chiffre est déjà largement dépassé pour 1936.

Et un autre détail pour réfuter certain article inqualifiable : Entre le 1^{er} janvier 1935 et le 1^{er} novembre 1935, 89 travailleurs MANUELS et 40 travailleurs des services publics ou des professions libérales, ont donné leur adhésion à la 15^e section.

Maintenant, on peut prendre comme cibles nos camarades parisiens, ou telle section, en accord avec la Gauche Révolutionnaire ou la Fédération de la Seine dans son ensemble. Nous n'aurons qu'une seule réponse : Continuons dans la même voie ; pour nous, servir le Parti, c'est le placer à la tête de la bataille prolétarienne et l'enrichir, chaque jour, de nouveaux éléments révolutionnaires conquis par ses initiatives.

G. R.

LA XV^e SECTION SOCIALISTE REPOND AU RAYON COMMUNISTE.

Pour préparer en connaissance de cause les discussions sur l'Unité, la 15^e Section a organisé une discussion intérieure avec la 15^e Section du P.U.P. Celle-ci demanda que soit invité le Rayon communiste du 15^e. Le Rayon communiste répondit par des propositions publiques d'action commune mais refusa d'entrer en conversation avec les délégués pupistes et socialistes. La section du Parti répondit aux propositions publiques par la lettre ci-dessous, votée à l'unanimité. Depuis, le Rayon communiste a changé d'avis. Il accepte de venir à la réunion commune des militants. La C.A. de la 15^e a de nouveau répondu, unanimement. La réunion commune entre pupistes et socialistes du 15^e aura lieu le 28 mars dans la salle des syndicats, 18, rue Cambonne. Nous publions les deux documents ci-dessous pour que l'information relative à ces tentatives soit scrupuleusement portée à la connaissance de tous les travailleurs. — M. P.

La 15^e Section, réunie en assemblée générale le 17 mars 1933,

Toujours décidée à travailler au rapprochement des organisations prolétariennes dans le respect des décisions régulières du Parti socialiste et de l'I.O.S., Approuve sa commission administrative d'avoir préparé une réunion d'information, réservée aux seuls militants du 15^e appartenant au P.U.P. et au Parti socialiste.

Regrette que le comité de rayon du Parti communiste se soit dérobé à l'invitation fraternelle à lui adressée par la 15^e section à l'effet « d'organiser en commun les conditions et les possibilités de collaboration dans la lutte contre le fascisme ».

LA POSITION DES TRAVAILLEURS DU 15^e

Plus que jamais décidée à parler clairement en vue de la mobilisation prolétarienne contre les dangers qui menacent leurs libertés, et leur existence, les travailleurs socialistes du 15^e n'hésitent pas à préciser leur position en face des propositions du Parti communiste.

1. L'idée de front unique loyal, d'organisation à organisation, de Centrale à Centrale, d'Internationale à Internationale, est depuis longtemps dans l'esprit de la 15^e section socialiste, comme préambule à l'unité organique nécessaire de la classe révolutionnaire. Et c'est au nom de cette idée que la 15^e section s'est déjà refusée et se refuse à tolérer le jeu d'un front unique de débâchage, de désorganisation et de division ouvrière, auquel le Parti communiste ne semble pas encore décidé à renoncer.

L'APPEL DE L'I. O. S.

2. L'appel de l'I.O.S. à la Troisième Internationale a retenti profondément dans la conscience ouvrière. Les travailleurs socialistes du 15^e attendent avec anxiété la réponse directe de l'Internationale Communiste aux propositions directes de l'I.O.S. C'est avec joie et enthousiasme qu'ils constitueront immédiatement leurs comités de lutte ou leurs organisations de collaboration effective, lorsque l'Internationale Communiste, en acceptant la même collaboration au sommet permettra aux travailleurs organisés de toutes tendances de se regrouper dans l'action au lieu de se déchirer ou de se manœuvrer.

Toute formation locale de ce genre, qui serait d'ailleurs immédiatement exploitée contre l'I.O.S. est malheureusement impossible tant que l'I.C. n'aura pas compris la volonté inébranlable des travailleurs socialistes de défendre l'intégrité et la discipline de leurs organisations, intégrité et discipline qui devront être protégées après la reconstitution de l'Unité, comme les meilleurs éléments du succès.

3. En ce qui concerne les objectifs fixés par le Rayon communiste, la 15^e Section socialiste déclare qu'elle ne se reconnaît aucune qualité pour « diriger » les travailleurs dans leurs luttes économiques. Fidèle à l'indépendance du mouvement syndical, elle est prête à participer, en accord avec le Parti, aux manifestations de tous ordres décidées par les organisations syndicales.

4. Les manifestations politiques du prolétariat contre les Jeunesses patriotes, contre les Gardes Blancs, contre les Croix de Feu, contre les milices « socialistes » nationales de G. Hervé, contre les gardes prétoriennes des d'Aramon, de Tastes et Bouchéron, qui déshonorent le 15^e arrondissement prolétarien, la défense de la presse ouvrière constituant, au contraire, le domaine propre de la 15^e Section socialiste. Mais pour les organiser, il faut prendre un certain nombre de précautions élémentaires contre les provocateurs et calculer exactement le geste à accomplir. Pour les négociations éventuelles, sur ce point précis, et tout en regrettant à nouveau l'absence volontaire du parti communiste à la réunion de militants dès à présent arrêtée, la 15^e Section socialiste fait confiance à son bureau.

CONTRE LA DIVISION

Elle ne dissimule pas d'ailleurs que toute agitation sérieuse doit être conduite à la fois sur tous les points de la région parisienne, ce qui implique une fois de plus l'accord des organisations régionales.

Elle résume ses préoccupations de la manière suivante :

Toute division du prolétariat dans la recherche de ses réactions de défense est une faiblesse ;

Toute bataille entre prolétaires en présence du front unique de l'ennemi commun est un crime ;

Toute attitude de parti qui n'a pas actuellement pour objet le rassemblement sans conditions des travailleurs sur leur terrain de classe renforce la contre-révolution.

Enfin la 15^e Section socialiste continuera obstinément à préconiser l'Unité organique totale ; à son défaut, l'unité d'action loyale pour des objectifs précis, déterminés en commun par les responsables des organisations et après ratification de celles-ci ; à son défaut encore, et malgré les injures et les manœuvres, elle saura se porter, même sans contact préalable avec quiconque, vers les positions de combat qu'elle aura choisies librement, dans la souveraineté de ses assemblées régulières.

La 15^e Section socialiste.

La GAUCHE REVOLUTIONNAIRE se développe. Elle vérifie l'affirmation célèbre :

« LE SUCCES EST UNE INSOLENCES QUI S'EXPIE PAR LES HAINES SOURDES ET LES CALOMNIES PROFONDES... »

L'intervention de Marceau Pivert

Marceau Pivert remercie tout d'abord le congrès de son atmosphère cordiale et rend hommage à Zyromski pour la façon élevée dont il a traité les graves problèmes qui se posent devant la Fédération :

Pour nous le dilemme est le suivant : dictature fasciste du grand capital ou dictature du prolétariat. Des hommes hauts placés dans le Parti n'ont pas le sentiment que la révolution est proche et sont encore pleins d'illusions sur les possibilités de la démocratie bourgeoise. Nous sommes persuadés que la révolution se pose actuellement dans les faits et qu'il faut résoudre et dès maintenant préparer la « prise du pouvoir ».

Le F. P. peut être un moyen de rassembler les masses en vue de conquérir le pouvoir. C'est pourquoi nous sommes pour que le P. S., non seulement participe, mais soit le moteur du F. P. Mais nous ne voulons pas d'un F. P. de parade, occupé exclusivement aux cuisines électorales. Le F. P. nous intéresse parce qu'il est une réaction des masses groupées contre le fascisme et pour une action directe contre lui. Seule cette action directe des masses — entraînées par le prolétariat — peut nous donner la victoire. Nous ne voulons pas d'un F. P. où l'on abaisse les revendications ouvrières au niveau accepté par les chefs radicaux, mais discuter du programme sur un pied d'égalité et entraîner les masses au combat contre le capitalisme.

D'ailleurs, un gouvernement de F. P. ne pourra que s'appuyer sur ces masses et être entraîné et poussé par elles.

GOVERNEMENT DU FRONT POPULAIRE

Un seul exemple. Nous exigeons d'un tel gouvernement l'arrestation immédiate du colonel de La Rocque. S'il hésite, l'action directe du prolétariat balayant les permanences fascistes peut seule nous donner satisfaction et obliger le gouvernement à agir. Pour cette action, nous devons, dès maintenant, préparer nos cadres, forger une stratégie et recruter des milices du peuple nécessairement munies des armes indispensables à un tel combat.

En même temps, il faut mener une action de propagande parmi les forces de coercition de la bourgeoisie. Nous ne pouvons d'ailleurs espérer entraîner ou neutraliser ces forces qu'en faisant la preuve que nous sommes capables de remporter des victoires sur les fascistes et si elles sentent d'avance que nous pouvons vaincre.

On nous dit : mais l'armement peut être exploité contre nous, précipiter notre mise en illégalité. Mais il suffit que nous soyons un parti organisé pour que la bourgeoisie y voie un prétexte suffisant et alors, jusqu'où reculerez-vous ?

Cette action directe doit s'accompagner d'une action politique cohérente, il faut rentrer dans tous les comités de masses (F. P., Comité de Vigilance, Amis U.R.S.S., etc.), y faire un travail placé sous la direction et sous le contrôle du Parti et orienter ces comités vers la lutte révolutionnaire.

UNITE

L'unité organique est aussi une condition de victoire. A la différence des B. L., nous ne posons aucune condition politique à cette unité, mais nous exigeons la plus large démocratie intérieure au sein du Parti unique.

C'est par la libre discussion, par la persuasion, en cohabitant s'il le faut avec les réformistes et les social-patriotes que nous voulons liquider ces courants dans le mouvement ouvrier. Si vous partagez cette opinion, vous devez appliquer cette tactique aux camarades B. L. Nous avons avec eux des divergences sérieuses, mais nous estimons pouvoir faire en commun une action révolutionnaire. — Vous voulez les pousser à la scission, on ne va pas à l'unité par la scission. C'est parce que nous voulons cette unité en même temps que le respect de toutes les opinions que nous affirmons notre solidarité contre les mesures qui les frappent. On a comparé l'action des néos à la leur, aucune comparaison possible :

les néos avaient quitté le terrain de classe — et pourtant nous nous rappelons le temps mis pour exécution Fiancette, Compère-Morel et bien d'autres et les arguments qu'on nous opposait — la C.N.C. seule peut décider — les Congrès n'ont pas pouvoir d'exécution, etc... Nous constatons que le rythme des décisions de la C.N.C. s'est uniquement accéléré et qu'un congrès a uniquement décidé... pour les jeunes.

DISCIPLINE

On nous dit discipline, soumission aux règles du Parti.

Soit, mais que dit-on à Le Troquer qui serre publiquement la main à Trochu, assassin d'ouvriers ?

Il y a des cas où la discipline formelle n'est pas possible : c'est quand le Parti refuse de régler certains problèmes.

Exemple : notre action le 6 février 1935, ou contre Schuschnigg était-elle en accord avec le bureau du Parti ? Notre action directe contre les fascistes, dans le 15^e, était-elle en accord avec les décisions du Parti ?

Et l'adhésion des organismes de masse, à caractère politique, est-elle permise ? — Non ! Alors, il aurait fallu interdire à Rivet de fonder le Comité des Intellectuels, ce qui aurait été une absurdité ! Alors, on pourrait demander à Marcel Blech, si dur pour les Jeunesses, ce qu'il fait au Comité des Amis de l'U.R.S.S. du 19^e... car les décisions du Congrès de Clermont sont formelles... Mais elles ne tiennent plus devant la réalité.

Et cependant le Parti ne veut pas ou plutôt sa bureaucratie refuse... de donner des directives audacieuses.

On fait état des injures de « La Vérité ? » mais en 1932, nous étions injuriés plus violemment encore par les communistes et cela ne nous empêchait pas de vouloir l'unité AVEC RAGE. Si vous voulez cette unité, il faudra faire effort sur vous-mêmes pour accepter tous les courants d'opinion.

Nous n'acceptons pas les injures comme procédé de discussion et ce que je reproche aux trotskystes, c'est de se faire beaucoup plus de tort à eux-mêmes qu'à ceux qu'ils attaquent avec de telles méthodes.

Pour les jeunes, à Lille, mandatés par l'Entente, des délégués sont exclus. Ils acceptent collectivement de signer les conditions que vous imposez. On refuse, on ne veut accepter que des signatures individuelles. Je pose la question à Lagorgette :

— S'ils signent individuellement, voulez-vous tous les réintégrer.

Lagorgette : la question ne se pose pas ainsi.

M. Pivert : il faut répondre pas oui ou non.

Lagorgette : jamais...

M. Pivert je prends acte de cette volonté de n'accepter les réintégrations que de quelques exclus, alors que ceux-ci ont été collectivement mandatés par leurs camarades. Pourtant les jeunes n'ont fait que la politique acceptée par la motion de Lille. Lagorgette a pris lui-même au C. N. M. la responsabilité de voter une motion contre la D. N. Veut-on continuer à brimer ceux qui appliquent dans l'action les mots d'ordre destinés sans doute à rester dans les archives du C. N. M. ?

La soi-disant insurrection des jeunes cessera si la volonté de scission cesse.

NOTRE POSITION SUR LA DEFENSE NATIONALE

M. Pivert répond aux arguments historiques de Zyromski.

Au 16 octobre 1917 en Russie, Trotsky fit, en effet, voter la création de C. M. R. pour prendre en main la défense de Péetrograd, mais le pouvoir était déjà dans les mains des révolutionnaires. Si nous sommes maintenant en désaccord avec les leaders du Parti, nous ne faisons qu'imiter les minoritaires de guerre (Longuet, P. Faure).

« Révolution » ne fait qu'imiter d'ailleurs le « Programme » de Longuet.

On dit, le défaitisme révolutionnaire peut avoir des conséquences contre-révolutionnaires, cela reste à prouver.

Mais quels sont les résultats de l'autre politique ? on vote les accords de Rome, on s'appuie plutôt sur la diplomatie internationale capitaliste et la S. D. N. que sur la force propre du prolétariat.

On nous critique parce que nous combattons les social-patriotes, mais dans la brochure d'Adler secrétaire de l'I. O. S. « Au cas où la guerre éclaterait néanmoins », nous lisons la même critique :

— « Paix prématurée », la victoire condition préalable de la paix. Poursuite du but de sécurité et critique de la II^e Internationale en même temps qu'une analyse des causes qui ont amené sa « faillite ».

Nous pensons que si nous recommençons cette expérience, si nous donnons l'assurance que le prolétariat marchera dans certains cas, nous mettons le doigt dans l'engrenage et nous renouvelerons les fautes criminelles de 1914.

Défense de l'U. R. S. S., oui ! mais par la révolution mondiale.

Une bourgeoisie victorieuse au côté de l'U. R. S. S. se retournera après sa victoire contre le pays des soviets et comme le prolétariat brisé par la guerre ne pourra plus se dresser contre cette bourgeoisie, vous irez à l'encontre des buts poursuivis et à la défaite internationale du socialisme.

Actuellement encore, on s'appuie sur les promesses gouvernementales.

On a voté des crédits à Dollfus pour écraser la social-démocratie autrichienne parce qu'on a eu confiance dans la parole des diplomates bourgeois.

Longuet : Nous avons empêché pendant deux ans l'action contre la S. D., le 6 février a permis à Dollfus de commencer le combat.

M. Pivert : Oui, toujours les mêmes solutions de conciliation parce qu'on ne veut pas faire une politique autonome de classe.

Nous sentons que le drame recommence. Nous voyons les fautes social-démocrates allemandes et autrichiennes se renouveler ici.

Ici M. Pivert lit un extrait du journal « Le Peuple » un interview d'un camarade allemand après le départ de la S. D., montrant à côté de la volonté de lutte du prolétariat, l'incapacité et les fautes criminelles des dirigeants ne voulant pas utiliser cette volonté. Nous préférons une défaite après la bataille qu'une capitulation sans combat. Dans les moments décisifs, la classe ouvrière sait reconnaître ceux qui restent debout dans la bataille.

C'est autour du souvenir de héros comme Koloman Wallisch que se forme maintenant le parti révolutionnaire autrichien. C'est grâce à l'âpre résistance des mineurs asturiens que le socialisme n'est pas complètement écrasé en Espagne.

Nous forcerons le Parti à marcher dans la voie tracée par ces révolutionnaires.

Nos possibilités d'action sont immenses, nous ne laisserons pas passer l'occasion d'une victoire et autour de nous se rassembleront les hommes décidés à vaincre.

Des Munitions !

Pour combattre les arguments des social-patriotes ou des « centristes » qui acceptent l'hypothèse d'un « sac-au-dos » éventuel, nous recommandons la brochure de notre camarade Marceau PIVERT :

Révolution d'abord !

(réponse aux thèses de Bauer, Dan, Zyromski, Dunois). Edition Nouveau Prométhée, franco : 2 fr. 50. — S'adresser à Jaquier.

(Cette édition contient la motion votée par le Congrès de Tours en 1931 ; celle « proposée » en 1933 au Congrès du Parti qui ne s'est pas prononcé ; celle déposée par la minorité de l'I.O.S. à la Conférence Internationale de 1933).

Law

A la Commission des Résolutions

La commission des résolutions du Congrès fédéral s'est réunie le 28 octobre.

Dès l'ouverture de la séance, lundi à 9 heures, Marceau Pivert donne lecture de la motion que présente la G. R. Zyromski ne peut se rallier à cette motion, aussi ses amis et lui-même décident-ils de constituer une sous-commission pour élaborer un ou plusieurs textes qui exprimeraient leurs conceptions.

Nos camarades de la G. R., restés seuls avec les trotskystes discutent avec ceux-ci les termes de notre motion. Comme au bout d'une heure de débat, empreint de cordialité, il subsiste des divergences de vues, les trotskystes font savoir qu'eux aussi auront leur texte.

A 11 h. 30, Zyromski et ses amis reviennent : ils nous font savoir qu'ils n'ont pas encore arrêté définitivement les termes du texte dont ils demanderont le vote aux sections, et ils nous demandent d'accepter une nouvelle réunion de la commission pour le lendemain mardi.

— Le vendredi à 8 h. 30 avec un texte, nous déclare Zyromski.

Nous informons celui-ci que la G. R., outre sa motion demandera au Congrès, par des votes distincts : 1° d'adopter, sans aucune addition, le rapport du secrétaire à l'auto-défense ; 2° de rejeter, purement et simplement, le rapport de la secrétaire du C. F. M., ce à quoi Zyromski n'objecte rien.

Au début de cette première séance, un bref échange de vues avait permis de constater que Zyromski et certains de ses camarades de tendance étaient indignés par l'article de Séverac paru le jour même dans le « Populaire ».

Il convient de marquer ces faits pour mieux saisir l'étonnement des deux délégués de la G. R. (nos autres camarades étaient pris par des réunions) à la seconde réunion de la commission des résolutions, qui se tint le lendemain mardi.

Zyromski avait promis de venir, avec un texte, dès l'ouverture de la séance. Les délégués de la G. R., les délégués trotskystes étaient là. Nos textes attendaient tout prêts. Nous avions également joint un ordre du jour, très pondéré, de protestation contre l'article du secrétaire adjoint du Parti, ordre du jour dont on ne pouvait attendre que la ratification unanime du Congrès et de sa commission des résolutions. Nous constatons que Séverac s'efforçait de creuser le fossé entre différents camarades également dévoués

au Parti et plus spécialement d'opposer la Fédération de la Seine aux Fédérations de province, et nous demandions au Congrès de le regretter avec nous. Il y avait là, disions-nous, un grave préjudice pour le développement du Parti dans la région parisienne. Rien de bien méchant, donc, dans ce texte.

Or voici ce qui se passa : Pendant plus de deux heures, Zyromski et ses amis discutèrent entre eux — et non sans véhémence — des termes de leur motion. Ce n'est que vers 11 heures que les membres de cette sous-commission vinrent nous rejoindre dans la salle voisine où nos deux délégués les avaient attendus.

C'est alors seulement qu'a été ouverte la seconde séance de la commission des résolutions, en l'absence des trotskystes qui n'avaient pu attendre. Oh ! l'affaire fut vite expédiée ! On nous fit savoir que Zyromski et ses amis ne présenteraient qu'un texte pour légal, en un additif touchant, Suzanne Buisson et ses amis demandaient aux camarades de leur opinion (?) de voter.

On se refusa, par un vote, irrégulier et sans valeur, à transmettre aux sections, pour qu'elles se prononcent :

- 1° Notre texte sur le rapport de Pivert ;
- 2° Notre texte sur le rapport du C. F. M. ;
- 3° Notre ordre du jour — si sage ! — sur l'article de Séverac qui n'indignait même plus Zyromski.

En outre, à la demande de Farinet, on se refusa par un vote non moins irrégulier et non moins sans valeur, d'appliquer la décision unanime du Congrès demandant un vote secret, décision dont a fait mention le « Populaire » du 29 octobre, et décision qui avait été prise après un appel en ce sens fait par Zyromski devant le Congrès. Or, sur ce point, Zyromski ne desserra pas les lèvres à la commission des résolutions. Il ne faudrait tout de même pas avoir deux attitudes : l'une, publique, à la tribune d'un Congrès, devant les camarades témoins ; l'autre, occulte, en séance de commission !

Il n'est pas besoin de dire que nos délégués à la commission des résolutions votèrent contre de telles décisions et que nous maintenons tous nos textes sur lesquels nous demandons aux sections de se prononcer en un vote secret conformément au désir unanime du Congrès de Boulogne.

G. G.

Blanquisme

Marxisme

Réformite

« L'INSURRECTION EST UN ART » ont dit et répété Marx et Engels. L'insurrection est le point culminant de la révolution socialiste. Pas de victoire révolutionnaire sans insurrection armée ; pas d'insurrection victorieuse sans préparation technique ; pas de technique insurrectionnelle possible sans politique révolutionnaire, conquérant les masses.

LE REFORMISME, même quand il prend le masque d'un « gouchisme » parle de « révolution », mais ne veut pas l'insurrection.

LE BLANQUISME remplace la politique révolutionnaire pour la conquête des masses par la technique insurrectionnelle pour la prise du pouvoir.

LE MARXISME lie l'insurrection et sa préparation à la politique révolutionnaire dirigée vers le soulèvement des masses populaires.

BLANQUI pensait qu'il suffirait d'avoir une petite minorité bien organisée et bien équipée pour abattre la bourgeoisie. Cette minorité REMPLACERAIT pour lui les masses. La révolution c'était le coup d'état, sa préparation était une préparation technique, l'organisation de la minorité hardie. La lutte armée était une lutte des barricades.

Les marxistes ne veulent pas REMPLACER les masses mais les conquérir et les GUIDER. La politique prime la technique, mais ne la remplace pas. L'insurrection est subordonnée à la conquête des masses, mais n'est pas rendue superflue par cette conquête. Ce n'est que la SYMPATHIE ACTIVE de la majorité du peuple qui peut faire réussir l'insurrection. L'insurrection ne peut donc se faire que dans une situation révolutionnaire. Quand à la forme technique de la lutte armée, elle varie selon les circonstances.

C'est derrière le paravent d'une lutte « anti-blancite » que le réformisme international a mené sa lutte contre le marxisme. C'est pourquoi les réformistes ont été jusqu'à falsifier des textes d'Engels en essayant de lui imputer une condamnation de l'insurrection tout court.

C'est sous le signe de l'« anti-blancisme » que les réformistes ont combattu Lénine en 1917, c'est sous ce signe que les réformistes allemands ont combattu Rosa Luxemburg et Liebknecht en 1919.

C'est parce que Marx connaissait très bien de son vivant les dessous de cette espèce d'« anti-blancisme » qu'il a ouvertement dit son estime pour le grand révolutionnaire Blanqui et son mépris pour les petits bourgeois réformistes.

B. GILBERT

BULLETIN D'ABONNEMENT à la « Gauche Révolutionnaire »

à adresser à : JACQUIER, 74, rue de Verdun,

Groupe B à Bagneux (Seine)

Abonnements : 10 numéros : 5 fr.

Abonnements : 20 numéros : 10 fr.

Chèques Postaux Paris 1273-07

(Le camarade qui adhère à la G. R. et s'abonne en même temps, peut adresser le tout à JACQUIER on spécifiant la répartition des fonds.)

NOM

PRENOM

ADRESSE

Pour l'unité

Nous regrettons que les propositions des deux Partis n'aient pas encore abouti à un accord.

Nous déplorons la réponse dilatoire de l'I.O.S. à l'offre de l'I.C. d'action commune contre la guerre.

Nous proposons aux militants socialistes, sur ce point comme sur les autres, le passage à l'action directe en accord avec le sentiment profond des masses prolétariennes.

C'est pourquoi nous sommes d'accord avec le 3^e paragraphe de la résolution du Comité Central du Parti Communiste (17-18-19 octobre 1935).

« Cette proposition (tenir des assemblées communes réservées aux membres des deux Partis et ouvrir la discussion sur la charte du parti unique) correspondait cependant au sentiment des ouvriers socialistes, qui d'ailleurs, commencent dans un nombre croissant de localités, à tenir sur le sujet de l'unité organique, des réunions communes de discussion avec les ouvriers communistes. »

Oui, nous sommes d'accord avec cette proposition et nous pensons que sections et fédérations, qui souhaitent ce contact depuis de longs mois, peuvent désormais se permettre des initiatives de cette nature pour travailler activement à la reconstitution de l'unité organique totale.

Quand la bureaucratie somnole, il n'est pas mauvais que les militants décidés la secouent cordialement.

Impressions-Modernes, 37, Bd de Strasbourg, Paris.

Le Gérant : J. LEFEUVRE,

23, rue Mouffetard, Paris (5^e).

LA THEORIE DE LA RELATIVITE ET LA JUSTICE DANS LE PARTI.

— Il a fallu deux heures pour exclure à la Conférence du Lille, les représentants d'une forte minorité des Jeunes Socialistes (un tiers des mandats).

...Exclusions illégales, le fait n'est plus contesté, « ratifiées » par un Comité National Mixte irrégulier (la minorité n'y étant pas représentée).

Il a fallu moins de quinze jours à la Commission Nationale des Conflits pour exclure les militants responsables d'une minorité du Parti, qui, depuis, en violation des statuts, se trouve privée de sa représentation dans les organismes centraux...

Le citoyen Chaillé, de la section de Suresnes, membre du cabinet de M. Frossard, ministre du Travail.

Le citoyen Farat, de la 18^e section, membre du cabinet de M. Lafont, ministre de la Santé Publique, malgré les demandes de contrôle aux fins d'exclusion déposées depuis de longs mois SONT TOUJOURS MEMBRE DU PARTI, aucune sanction n'ayant encore été prise contre eux par la Commission Nationale des Conflits.

Que pensent de cela les farouches défenseurs de la discipline ?